

## **Manifeste IV : La tentation du transfert.**

Le projet de transfert est au cœur du sionisme et aucun colonialisme n'est allé aussi loin dans la négation symbolique de l'Autre, car il partait du principe que le pays de l'Autre était depuis toujours le sien.

Avec l'image que, au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Europe chrétienne s'était faite de la Palestine – Terre sans peuple ou mal peuplée – et avec la conviction que le Retour et la Restauration du peuple juif dans la 'Terre de ses ancêtres' allaient dans le sens de l'Histoire du salut, le principe du nettoyage ethnique était déjà admis. Cette solution radicale à la question arabe avait d'ailleurs été envisagée dès les premiers projets proto-sionistes à caractère colonial ; ainsi, le haut fonctionnaire britannique, Lord Mitford, dans son Appel en faveur de la nation juive en rapport avec la politique britannique dans le Levant (1845), préconisait déjà la solution de la purification ethnique : « Le pays, comparé à sa superficie est actuellement pauvre en population, mais la pression exercée par un groupe aussi important d'étrangers peut avoir des résultats déplorable. Avant d'y tenter un établissement, il serait souhaitable que le pays soit préparé à les recevoir. Cela pourrait se faire si l'on induit le gouvernement turc à replier les habitants musulmans sur les pays partiellement cultivés et énormes d'Asie mineure, où ils pourraient recevoir des terres aussi avantageuses et infiniment supérieures en valeur à celles qu'ils abandonneront. » Cette vision d'une terre purifiée de la présence de l'Autre sera une constante du discours et de la pratique sionistes, d'autant plus qu'elle est omniprésente dans la culture et l'histoire bibliques, en particulier dans le Deutéronome.

En 1895, Theodor Herzl en avait d'ailleurs caressé l'idée dans son Journal : « Nous devons exproprier en douceur. (...) Nous devons essayer d'attirer la population démunie au-delà des frontières en lui procurant du travail dans les pays de transit et en empêchant qu'elle puisse en trouver chez nous. (...) Le processus d'expropriation et le déplacement des pauvres doivent tous deux être accomplis avec discrétion. »

Dans un discours tenu à New York en 1904, Israel Zangwill affirme : « Il y a une difficulté dont le Sioniste n'ose pas détourner les yeux, bien qu'il tienne assez peu à la regarder en face. C'est que la Palestine compte déjà des habitants. La population du Pachalik de Jérusalem est actuellement deux fois plus dense que celle des États-Unis, elle est de 52 habitants par mille carré, dont moins de 25% sont juifs ; nous devons donc nous préparer, soit à expulser par les armes les tribus qui occupent le pays, comme le firent nos aïeux, soit à faire face à ce problème : l'existence d'une proportion considérable d'éléments allogènes, surtout mahométans et habitués depuis des siècles à nous mépriser. » Face à cette réalité qui avait été relevée, dès 1897, par quelques sionistes, plus humanistes, comme Ahad Haam, Israel Zangwill se ralliera momentanément à la solution territorialiste qui consisterait à créer le 'foyer juif' ailleurs – Herzl avait pensé à l'Ouganda – sans se rendre compte que le problème colonial aurait été le même.

Finalement, le rapport de force ayant changé, il optera, en mai 1917, quelques mois avant la Déclaration Balfour, pour une solution radicale : « La Palestine est moins occupée que parcourue par les Arabes. Ce sont des nomades qui n'ont créé en Palestine ni valeurs matérielles, ni valeurs spirituelles [...] Par conséquent, nous devons poliment les persuader de décamper. Après tout, ils ont toute l'Arabie qui couvre un million de milles carrés – sans compter les nouveaux territoires

libérés par les Turcs entre la Syrie et la Mésopotamie – et Israël ne possède pas un pouce de terre. Il n'y a aucune raison spéciale pour que les Arabes se cramponnent à ces quelques kilomètres. Plier leurs tentes et s'en aller furtivement est une de leurs habitudes proverbiales, qu'ils le fassent donc aujourd'hui. – Les Juifs seront trop heureux de payer leurs frais de voyage et d'acheter aussi – à un prix fixé par le gouvernement britannique – toute propriété ou bâtiment ayant quelque valeur. » Quant au leader sioniste Ussishkin, il demandera, en 1936, en plein soulèvement arabe, que les Palestiniens soient transférés en Iraq et que les Juifs iraqiens soient transférés en Palestine.

La Commission royale, dans son projet de partition, ayant recommandé, si nécessaire, le transfert forcé de l'essentiel des habitants arabes de certaines zones de la Palestine allouées au futur État juif, Chaïm Weizmann, le 'modéré' et le 'pragmatique', dans un entretien avec le conservateur William Ormsby-Gore, ministre des colonies, l'un des plus fervents sionistes du Cabinet, foncera dans la brèche : « Transfert de la population arabe : j'ai dit que tout dépendait uniquement du souhait ou non du gouvernement de mettre à exécution cette recommandation. Le transfert ne pouvait être mis à exécution que par le gouvernement britannique, et non par les Juifs. » 'Le transfert est une excellente idée mais on préférerait que vous vous en occupiez'. Le ministre qui apprécie que le plan de partition donne la Galilée aux Juifs lui propose alors de s'occuper, le moment venu, de la mise en œuvre de la proposition en cherchant des territoires qui pourraient être la Transjordanie et le Néguev où seraient transférées les populations arabes de la Galilée. Sir John Campbell, propose-t-il, qui a acquis une grande expérience avec les transferts de population entre la Grèce et la Turquie serait chargé de l'entreprise. Non seulement, on préconise ouvertement le transfert mais on propose le spécialiste qui le réalisera.

Plus tard, lors du Congrès sioniste de Zurich en août 1937, un délégué déclarera que programmer un transfert des populations arabes était 'logique et juste, moral et humain dans tous les sens'. Quant à Berl Katznelson, souvent surnommé la 'conscience du sionisme travailliste', toujours en 1937, en pleine guerre de libération nationale du peuple palestinien, il pouvait encore affirmer : « Mieux vaut un voisin lointain qu'un ennemi proche. Les Arabes ne perdront rien à ce transfert, et nous n'y perdrons certainement rien non plus... ! Je pense depuis longtemps que c'est la meilleure de toutes les solutions et, dans les jours sombres, j'ai été réconforté par la certitude que cela se réalisera un jour. Mais je n'ai jamais pensé qu'on les transférerait simplement vers les environs de Naplouse. J'ai toujours pensé qu'ils sont destinés à être transférés vers la Syrie ou l'Iraq. »

En 1940, Yosef Weitz, Directeur du département colonisation du Fonds national juif, ne cachait pas dans son journal quel était l'ultime objectif de la colonisation : « Entre nous, il doit être clair qu'il n'y a pas de place dans ce pays pour les deux peuples en même temps. (...) La seule solution est une terre d'Israël, ou du moins une terre d'Israël occidentale, à l'Ouest du Jourdain, sans Arabes. Sur ce point, il ne peut y avoir de compromis. Il n'y a d'autre moyen que de transférer les Arabes d'ici vers les pays voisins, de les transférer tous ; aucun village, aucune tribu ne doit rester. C'est uniquement après ce transfert que notre pays pourra absorber les millions de nos frères. Il n'y a pas à en sortir. »

Une politique de transfert, préparée durant le Mandat britannique par le développement séparé et le principe du travail hébreu et par l'achat de terres réservées exclusivement aux Juifs, sera donc élaborée, en 1947, comme but de guerre, par les Dossiers de village, constitués dans les années qui

précédèrent la Naqba et qui « contenaient des détails précis sur la situation topographique de chaque village, ses voies d'accès, la qualité de ses terres, ses ressources en eau, ses affiliations religieuses, les noms de ses mukhtars, ses relations avec les autres villages, l'âge de ses habitants de sexe masculin (de seize à cinquante ans), et bien d'autres choses. Il était même mentionné un 'indice d'hostilité', en fonction du degré de participation du village à la révolte de 1936. » Finalement, puisque le vide originel (celui autoproclamé d'une « terre sans peuple ») n'existait pas, il s'agirait de le créer ; en 1947-1948, les implantations sionistes ne constituant que quelques îlots dans une mer arabe, pour sauvegarder les îlots, il suffira de vider la mer.

Ainsi, l'expulsion des Palestiniens ne sera pas seulement le résultat d'un plan murement préparé, d'une conspiration mûrement planifiée, même si le plan D\* (Dalet) préparé par les chefs de la Haganah et approuvé le 10 mars 1948 par une dizaine de dirigeants autour de Ben Gourion participera largement à la politique de purification ethnique menée par le nouvel État, elle sera plus encore la conséquence logique du projet colonial. Qu'il ait fait sien l'objectif offensif du nettoyage ethnique ou, comme le prétendent certaines voix israéliennes, que son objectif ait été défensif pour protéger quelques colonies juives isolées, le résultat, avec des massacres tels celui de Deir Yassin, avec les centaines de milliers de personnes chassées de leur ville (Jaffa) ou des dizaines de villages arabes rasés, est connu de tous et s'affiche, puisqu'il n'a pas cessé, sur toutes les cartes de la Palestine d'aujourd'hui.

Enfin, la 'doctrine du transfert' prendra place dans le débat public israélien lorsque, en 1988, le parti d'extrême droite Moledet (Terre natale) qui s'en fera le chantre, entrera à la Knesset : les Palestiniens, argumentera-t-il, ont pour s'établir tous les pays arabes environnants, les Juifs n'ont que la terre d'Israël.

Que l'on puisse trouver chez Ben Gourion ou chez d'autres leaders sionistes, comme Arthur Ruppin, le vœu pieux d'une vie commune avec les Arabes dans un même État ou même chez quelques-uns l'engagement de prendre les moyens de le réaliser, n'est pas la question ; la dynamique du projet colonial exigeait l'inverse : la soumission, le cantonnement, voire l'expulsion du colonisé, même si les plus radicaux rêveront d'un départ volontaire qui arrangerait bien tout le monde : « Il n'existe qu'une seule voie de compromis, rêvait tout haut Jabotinsky devant la Commission royale qui, en 1937, cherchait à comprendre les causes de la grande révolte arabe qui avait commencé en 1936 : « Dites la vérité aux Arabes, et vous verrez alors que l'Arabe est raisonnable, que l'Arabe est intelligent, que l'Arabe est juste ; l'Arabe peut comprendre que, puisqu'il y a trois, quatre ou cinq États totalement arabes, c'est une affaire de justice que réalise la Grande-Bretagne si la Palestine est changée en un État juif. Il y aura alors un changement d'esprit chez les Arabes, il y aura alors un espace pour le compromis, et il y aura la paix. »

Jacques Pous - Mars 2016